

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 7 mars 1974, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat", a donné le 9 juillet 1974 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e maart 1974 door de Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel", heeft de 9e juli 1974 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS PREALABLES.

A.

Le présent projet fait partie d'un ensemble de quatre projets qui tendent à apporter des réformes importantes au recrutement des agents de l'Etat ainsi qu'au recrutement des agents temporaires et des ouvriers temporaires de l'Etat.

Le présent projet (L. 12.013) modifie l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat. Lui sont étroitement connexes : un projet qui modifie l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat (L. 12.014) et un autre projet qui modifie l'arrêté royal du 1er décembre 1964 relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics (L.12.016).
Un dernier projet, présente également des liens avec le présent projet, encore qu'il ait un objet bien distinct puisqu'il tend à modifier les statuts des agents temporaires et des ouvriers temporaires (L. 12.015).

.../...

B.

Si la réalisation des réformes que le Gouvernement a l'intention d'apporter au recrutement des agents de l'Etat exige plusieurs arrêtés distincts, c'est que les dispositions qui forment le statut desdits agents se trouvent actuellement réparties entre d'assez nombreux arrêtés. A côté de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, il y a d'autres arrêtés réglant des matières particulières : notamment, l'arrêté royal du 1er décembre 1964 relatif à la vérification des aptitudes physiques, que tend à modifier le projet L. 12.016, et l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens, que tend à modifier le projet L. 12.014.

La division entre d'assez nombreux arrêtés des dispositions qui forment le statut administratif des agents de l'Etat présente dans la pratique des inconvénients pour une bonne connaissance et pour une exacte interprétation et application de ces textes. Ces inconvénients sont d'autant plus sérieux que, du moins, dans une assez large mesure, la répartition des dispositions entre l'arrêté du 2 octobre 1937 et les arrêtés particuliers s'est opérée d'une manière empirique et non sur base d'un critère rationnel. On ne peut pas considérer que, dans toutes les matières du statut, les dispositions fondamentales sont insérées dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937. Au gré des réformes qui se sont succédé, des dispositions réglant les mêmes questions sont passées de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 à un arrêté particulier.

.../...

La division des textes formant le statut a une conséquence plus grave. L'article 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 porte : "Toute modification, même partielle, apportée au présent statut fera l'objet d'un arrêté motivé délibéré en Conseil des Ministres". Cet article contient une disposition, de caractère particulier, qui soumet, aux formes qu'elle impose, l'exercice par le Roi d'une partie de son pouvoir réglementaire. Après certaines hésitations, l'article 116 a été interprété en ce sens qu'il vise exclusivement les modifications apportées à l'arrêté du 2 octobre 1937 : il n'est pas applicable lorsqu'il s'agit de modifications apportées aux autres arrêtés déterminant le statut des agents de l'Etat (1). Il en résulte qu'un arrêté apportant des changements au statut des agents de l'Etat devra être motivé ou non selon que les dispositions qu'il modifie font ou non partie de l'arrêté royal du 2 octobre 1937. Ce système est d'autant plus critiquable que la répartition des dispositions entre cet arrêté royal du 2 octobre 1937 et les arrêtés particuliers ne s'est pas faite, comme on l'a déjà

.../...

---

(1) Par exemple, dans l'arrêt du 28 février 1967, LAUWERS, n° 12.246, IV, le Conseil d'Etat a décidé que, si l'arrêté du 2 octobre 1937 comprenait initialement quelques dispositions générales relatives à la rétribution des agents de l'Etat, la motivation prévue par l'article 116 de cet arrêté n'est pas requise pour les modifications aux arrêtés particuliers qui, depuis l'arrêté du Régent du 20 juin 1946, ont pour objet de fixer le statut pécuniaire (Rec., p. 233).
Le Conseil d'Etat a confirmé cette jurisprudence par les arrêts du 22 juin 1967, MEWIS et consorts, n° 12.477; ETIENNE et consorts, n° 12.470; LAMQUET et consorts, n° 12.479; PONCELET, n° 12.480; FENAUX, n° 12.481; et par l'arrêt du 29 juin 1967, HAVERMANS et consorts, n° 12.492.

observé, de manière parfaitement rationnelle mais, au contraire, avec beaucoup d'empirisme.

Par ailleurs, lorsque le Gouvernement se propose de prendre de nouvelles dispositions relatives au statut des agents de l'Etat, il est obligé de les analyser très attentivement pour vérifier si elles n'apportent pas des modifications aux dispositions contenues dans l'arrêté du 2 octobre 1937. En effet, dans l'affirmative, sous peine de méconnaître l'article 116 de ce dernier arrêté, il est nécessaire de motiver l'arrêté en projet même s'il est conçu et présenté comme un arrêté qui modifie non l'arrêté royal du 2 octobre 1937, mais un arrêté particulier. Actuellement, le projet L. 12.014, conçu comme un arrêté modifiant l'arrêté royal du 17 septembre 1969, et le projet L. 12.016, conçu comme un arrêté modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1964, apportent implicitement, sur certains points, à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 des modifications autres que celles que le projet L. 12.013 apporte à ce dernier arrêté. Dès lors, pour donner à l'ensemble des dispositions en projet une présentation plus logique et plus simple, le Conseil d'Etat proposera de faire passer dans le projet L. 12.013 certaines des dispositions des projets L. 12.014 et L. 12.016, qui ont un caractère fondamental.

Néanmoins, sous peine de rendre inintelligibles les projets L. 12.014 et L. 12.016, il est nécessaire de laisser dans ces projets des dispositions énonçant des prescriptions nouvelles importantes, qu'on ne pourrait pas introduire dans le projet L. 12.013 sans multiplier encore davantage les textes répétant les mêmes règles.

.../...

Dès lors, pour éviter de méconnaître l'article 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, il se recommande d'insérer également une motivation dans les préambules des projets L. 12.014 et L. 12.016.

En vue de donner une stabilité au statut des agents de l'Etat et de prévenir le danger de dispositions y dérogeant sans motifs suffisants, le Commissaire royal CAMU avait recommandé de donner au statut la forme d'un arrêté royal délibéré en conseil des ministres (1). Cette suggestion est à l'origine de l'article 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937. Par cet article, le Gouvernement a soumis non seulement à la délibération en conseil des ministres mais aussi à une motivation tout arrêté apportant une modification même partielle au statut. La motivation a également été conçue comme une garantie de stabilité du statut. Mais, pour les raisons exprimées ci-dessus, cette forme ne permet d'atteindre que partiellement le but en vue duquel elle a été instituée et elle soulève des difficultés pratiques. Il appartient dès lors, au Gouvernement d'examiner si, pour simplifier la procédure de fixation du statut des agents de l'Etat et pour éliminer à l'avenir les difficultés indiquées, il ne conviendrait pas de prendre une disposition supprimant l'obligation de motivation établie par l'article 116. Il va de soi que, conformément au texte actuellement en vigueur,

.../...

---

(1) Premier rapport sur la réforme administrative. Le statut des agents de l'Etat, pages 11-12, Bruxelles, I.M.I.C.I., 1937.

la disposition nouvelle devrait faire l'objet d'un arrêté motivé, délibéré en Conseil des Ministres et, par voie de conséquence, préalablement soumis à l'avis du Comité général de consultation syndicale. Le Gouvernement pourrait expliquer dans un rapport au Roi la portée des dispositions nouvelles qu'il établit en matière de statut des agents de l'Etat ainsi que les raisons pour lesquelles il prend ces dispositions. Le Gouvernement pourrait aussi fournir ces indications, fort utiles, dans une circulaire publiée au Moniteur belge (1).

Par ailleurs, également dans le souci de simplifier l'action administrative et de lui donner une plus grande sécurité juridique, le Conseil d'Etat suggère au Gouvernement de rassembler en un arrêté unique toutes les dispositions formant le statut administratif des agents de l'Etat.

C.

Le présent projet L. 12.013 modifie l'arrêté royal du 2 octobre 1937 exclusivement en vue de réformer le recrutement des agents de l'Etat.

.../...

---

(1) Voir, par exemple, l'Instruction générale du 31 juillet 1964 relative à la réforme statutaire et pécuniaire dans les administrations de l'Etat, publiée au Moniteur belge du 10 novembre 1964.

Plusieurs des difficultés que soulèvent le projet L. 12.015 et surtout le projet d'arrêté ministériel L.12.051 (1) font apparaître qu'il serait souhaitable de modifier l'arrêté royal du 2 octobre 1937, notamment en vue de délimiter de manière plus exacte le champ d'application de cet arrêté et, à cet effet, de définir la notion d'auxiliaire. Pour plus de précision, le Conseil d'Etat renvoie aux avis qu'il donnera au sujet des deux projets indiqués.

Il appartient au Gouvernement d'examiner s'il ne serait pas possible de rassembler en un même arrêté toutes les modifications qu'il se propose d'apporter à l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

.../...

---

(1) Projet d'arrêté ministériel "déterminant le personnel auxiliaire qui peut être engagé par contrat dans les administrations et les autres services des ministères", dont le Conseil d'Etat, section de législation, a été saisi le 24 mai 1974 par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique.

D.

On trouve des références à des articles déterminés de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, dans plusieurs arrêtés qui déterminent le statut d'autres catégories d'agents des services publics. Certaines de ces références visent des dispositions de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 relatives au recrutement, que le projet modifie en leur substance, ou dont il change la place, en les faisant passer d'un article à un autre. On peut, par exemple, citer l'article 3 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1973, et les articles 7 et suivants de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public.

Il incombe au Gouvernement de veiller à mettre en concordance avec le texte nouveau de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, les arrêtés qui y font référence.

.../...

OBSERVATIONS GENERALES.

A. En ce qui concerne la présentation matérielle de l'arrêté en projet, il serait à la fois plus clair et plus conforme à l'usage de ne modifier dans chaque article du projet, qu'un seul article de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, sauf s'il s'agit du remplacement d'une série d'articles qui se suivent par une série d'articles qui se suivent également.

B. De nombreuses dispositions nouvelles insérées par le projet dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 emploient, pour désigner une procédure déterminée de recrutement, l'expression "un recrutement", qui n'est pas adéquate (Voir les articles 15, 1°, 16, § 1er et § 2, 20, 20bis, 21, 22, 23 nouveaux dudit arrêté). Il y a lieu de remplacer l'expression critiquée. Etant donné que la procédure de recrutement organisée par le projet comprend toujours une épreuve -concours ou recrutement-, on pourra généralement utiliser la formule : "une épreuve de recrutement".

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

Compte tenu de l'obligation de motiver toute modification, même partielle, apportée à l'arrêté royal du 2 octobre 1937, qui est imposée par l'article 116 de cet arrêté actuellement en vigueur, les considérants devraient, malgré leur développement, être complétés sur l'un ou l'autre point; ils appellent, par ailleurs, des amendements de forme. Ils pourraient être rédigés comme suit :

"Considérant que le concours est, jusqu'à présent, le seul mode de recrutement des agents de l'Etat établi par le statut; que si le concours doit rester le procédé utilisé en règle générale, il y a lieu d'admettre, en certains cas, le procédé de l'examen, en vue de simplifier l'organisation des épreuves et de hâter l'entrée en service des agents (considérant 1 du projet);

Considérant qu'il est souhaitable d'assouplir les règles applicables aux épreuves de recrutement et de déterminer, pour celles-ci, plusieurs modes divers d'aménagement, en laissant au Secrétaire permanent au recrutement le soin de choisir celui qui est le mieux adapté aux besoins (considérant 2 du projet);

.../...

Considérant qu'en vue d'organiser de manière plus rationnelle les procédures de recrutement et de réduire leur durée, il est utile de faire établir une liste permanente des candidatures; qu'à cet effet, il y a lieu de fixer le mode de présentation des candidatures et de charger le Secrétaire permanent au recrutement d'adresser au moins une fois l'an un appel public, de caractère général, aux candidats, de telle sorte que préalablement à une épreuve déterminée, il sera dispensé de l'obligation d'adresser un appel public aux candidats propre à cette épreuve (considérant 3 du projet);

Considérant, en ce qui concerne les conditions d'admissibilité, qu'il se recommande de prévoir la faculté d'imposer, pour une épreuve déterminée, la possession de diplômes ou certificats d'études particuliers en vue d'obtenir le recrutement d'agents ayant des formations différentes; qu'il se recommande, par ailleurs, pour des raisons d'ordre social, d'admettre, sous certaines conditions, la prise en considération de diplômes ou certificats d'études de promotion sociale (considérant nouveau destiné à justifier l'article 16, § 2, A nouveau et l'article 16, § 3, 1 nouveau de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, modifié par l'article 1er du projet);

Considérant qu'en cas de pénurie de candidats, il y a lieu d'admettre aux épreuves les étudiants qui accomplissent la dernière des années d'études requises pour qu'ils obtiennent le diplôme ou certificat d'études exigé; que toutefois, pour ne pas entraver les procédures de recrutement, ces candidats ne pourront faire

valoir le bénéfice de leur classement parmi les lauréats qu'à partir du jour où ils auront produit leur diplôme ou certificat d'études (considérant 7 du projet);

Considérant qu'en vue d'alléger les tâches du Secrétaire permanent au recrutement et d'éviter aux intéressés des frais inutiles, il y a lieu, pour la plupart des conditions d'admissibilité requises des candidats, de n'en imposer la vérification qu'après le déroulement des épreuves et pour les seuls lauréats (considérant nouveau introduisant le considérant suivant);

Considérant qu'en vue de hâter l'entrée en service des agents, il est préférable de reporter, en général, jusqu'après celle-ci, la vérification de l'aptitude physique des intéressés; que toutefois l'intérêt et de l'administration et des candidats demande que la vérification de cette aptitude physique précède l'entrée en fonction, s'il s'agit du recrutement de bénéficiaires de l'arrêté royal du 11 août 1972 stimulant l'emploi des handicapés dans les administrations de l'Etat ou du recrutement à des grades pour lesquels des conditions particulières d'aptitudes physiques sont imposées (considérants 4 et 5 du projet);

.../...

Considérant qu'il se recommande de permettre une plus grande déconcentration des opérations de recrutement et d'autoriser, selon de nouvelles modalités plus larges, le Secrétaire permanent au recrutement à déléguer, en tout ou en partie, son pouvoir d'organiser les épreuves de recrutement et de promotion ainsi que son pouvoir de présider le jury de ces épreuves (considérant 6 du projet)".

Article 12 du projet (article 1er selon le texte proposé).

La disposition contenue dans cet article a pour objet de modifier l'intitulé du titre Ier de la partie III de l'arrêté royal du 2 octobre 1937. Il serait plus logique et plus clair de placer cette disposition avant les articles du projet qui modifient des articles faisant partie du titre Ier.

CHAPITRE Ier DU PROJET. "Modification du chapitre 1er du titre Ier de la partie III : Du recrutement".

Article 1er du projet.

.../...

Article 15 nouveau du statut du 2 octobre 1937.
(Article 2 selon le texte proposé).

L'article 15 nouveau reprend, en les fusionnant, les dispositions actuellement énoncées à l'article 15, alinéa 1er, et à l'article 17.

L'article énumère, dans l'ordre chronologique de leur vérification, les quatre conditions qu'il fixe pour une nomination en qualité d'agent de l'Etat. Il serait préférable d'énumérer ces conditions selon l'ordre logique dans lequel elles s'imposent.

En ce qui concerne la condition des aptitudes physiques, il y a lieu de déterminer les pouvoirs du Roi de manière suffisamment large pour qu'on ne puisse pas considérer que le projet modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1964 (L. 12.016) comprendrait des dispositions apportant des modifications supplémentaires à l'arrêté royal du 2 octobre 1937. Dans le même but, le Conseil d'Etat propose un texte nouveau pour l'article 28, § 2, de cet arrêté.

A la suite des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose, pour l'article 15 nouveau, le texte suivant :

.../...

"Article 15.-

Sous réserve de l'application de l'article 18 ou de l'article 19, nul ne peut être nommé agent de l'Etat s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

1° réunir les conditions d'admissibilité imposées pour l'emploi à conférer;

2° justifier, selon les modalités déterminées par Nous, de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction à exercer;

3° réussir l'épreuve de recrutement prévue;

4° accomplir avec succès le stage probatoire".

Article 16 nouveau du statut.

L'article 16 du statut, que l'article 1er du projet remplace en son entier par un texte nouveau, a pour objet de déterminer les conditions générales d'admissibilité requises des candidats à une nomination en qualité d'agent de l'Etat et de fixer les règles selon lesquelles des conditions spéciales d'admissibilité peuvent être imposées.

.../...

I. Tout en reprenant dans une large mesure les dispositions actuelles, le texte nouveau apporte une série de modifications aux règles aujourd'hui en vigueur. A la suite des explications complémentaires que le délégué du Ministre lui a données au sujet de la portée des règles nouvelles, le Conseil d'Etat propose un texte qui exprime celles-ci de manière plus précise.

II. Selon les explications complémentaires du délégué du Ministre, les conditions d'âge et de diplôme doivent être remplies pour l'admission à l'épreuve de recrutement. En outre, afin d'obtenir la sécurité nécessaire, le Secrétaire permanent au recrutement fixe, lors de l'organisation de chaque épreuve, la date à laquelle les candidats doivent satisfaire aux conditions relatives à l'âge, aux diplômes et certificats d'études et, le cas échéant, aux conditions spéciales d'aptitudes professionnelles. Il y a lieu de consacrer ces pratiques par des dispositions statutaires insérées dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

III. Aux termes de l'article 16, § 2, C, actuellement en vigueur, "Le Secrétaire permanent au recrutement peut, pour un concours déterminé, imposer la condition d'un âge minimum ou des conditions spéciales d'aptitude professionnelle consistant dans des connaissances pratiques ou dans l'exercice d'une activité antérieure, lorsque de telles conditions sont justifiées par la nature des emplois à conférer".

.../...

L'article 16, § 2, C nouveau, modifié par l'article 1er du projet tend à conférer au Secrétaire permanent au recrutement le pouvoir d'imposer les mêmes conditions pour le recrutement à un grade déterminé.

Le projet élargit donc les pouvoirs attribués au Secrétaire permanent au recrutement puisqu'une décision de celui-ci serait désormais d'application à toutes les opérations de recrutement à un grade déterminé, en liant toutes les autorités compétentes pour nommer, y compris le Roi, aucune distinction n'étant, en effet, établie selon le niveau. Dans son avis du 2 juillet 1969 sur le projet devenu l'arrêté royal du 17 septembre 1969 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 (L. 10.778/2 - pages 21-24), le Conseil d'Etat a observé que, selon les principes fondamentaux de notre droit public, le Roi ne peut déléguer au Secrétaire permanent au recrutement des pouvoirs de nature réglementaire que si ceux-ci ont un objet fort limité. L'indépendance reconnue au Secrétaire permanent au recrutement dans l'exercice de ses fonctions rend même particulièrement délicate la délégation à celui-ci de certains pouvoirs.

A la suite des objections soulevées au cours de l'instruction du projet, le délégué du Ministre a déclaré que le Gouvernement estimait préférable de reprendre les dispositions actuellement en vigueur.

.../...

IV. Reproduisant l'article 15, alinéa 2, en vigueur, l'article 16, § 4 nouveau du statut, modifié par le projet, porte que "Les autres conditions d'admissibilité seront déterminées par Nous". Conformément aux principes généraux, dont cette disposition fait application, c'est donc seulement le Roi qui a compétence pour imposer, le cas échéant, la condition de l'appartenance à un sexe déterminé dans les cas particuliers où l'article 6 de la Constitution et la Convention de New York sur les droits politiques de la femme ne font pas obstacle à ce qu'une telle condition soit instituée (C.E. 21 décembre 1966, DE MEYER, n° 12.124, Rec., p. 1011; 21 juin 1973, BAISE, n°s 15.928 et 15.929, Rec., p. 504).

V. Dans le texte nouveau établi par le projet, l'article 16 du statut est extrêmement long. Il serait plus clair d'en répartir les dispositions entre plusieurs articles. Selon le texte proposé ci-dessous, l'article 16 ne comprendrait que les règles ayant trait aux conditions générales d'admissibilité. C'est après l'article 16bis, qui énonce une dérogation à une de ces conditions générales, dans un article 17 nouveau, que trouveraient fort logiquement place les règles ayant trait à la fixation des conditions spéciales d'admissibilité. Il serait inséré un article 17bis, qui contiendrait la disposition nouvelle proposée par le Conseil d'Etat en vue d'attribuer au Secrétaire permanent au recrutement le pouvoir de détermier la date à laquelle les candidats doivent satisfaire à certaines conditions.

.../...

Compte tenu des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose le texte ci-après :

"Article 3.- (selon le texte proposé).

L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 16.-

Nul ne peut être nommé agent de l'Etat s'il ne remplit les conditions générales d'admissibilité qui suivent :

1° être Belge;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° satisfaire aux lois sur la milice;

5° n'avoir pas atteint l'âge de cinquante ans à la date fixée conformément à l'article 17bis;

6° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau du grade à conférer selon le tableau annexé au présent arrêté.

Sauf disposition contraire dans les arrêtés assurant l'exécution du présent statut, les diplômes ou certificats d'études donnant accès à un niveau déterminé sont pris en considération pour l'admission à un des grades classés dans les niveaux moins élevés.

Les conditions indiquées aux 5° et 6° doivent être remplies pour l'admission à l'épreuve de recrutement".

"Article 4.- (selon le texte proposé).

L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 17, § 1er.-

Le cas échéant, des conditions spéciales d'admissibilité peuvent être imposées conformément aux dispositions ci-après.

A. Un réglement pris par le Ministre du département intéressé peut, lorsque la nature des fonctions à exercer l'exige :

1° fixer, pour le recrutement à un grade déterminé, une limite d'âge inférieure à cinquante ans;

2° imposer, pour le recrutement à des grades déterminés ou à des emplois déterminés, la possession de diplômes ou certificats d'études particuliers désignés parmi ceux qui sont énumérés au tableau prévu à l'article 16, 6°.

.../...

B. Lorsque cette condition est justifiée par les besoins du service au moment où l'épreuve est organisée, le ministre du département intéressé peut, après avis du Secrétaire permanent au recrutement, imposer, pour la participation à une épreuve déterminée, la possession de diplômes ou certificats d'études particuliers désignés :

- soit parmi les diplômes et certificats d'études qui sont déjà imposés, pour le recrutement aux grades et emplois dont il s'agit, par le règlement prévu au A;

- soit, à défaut de semblable règlement, parmi les diplômes ou certificats d'études qui sont pris en considération conformément à l'article 16, 6°.

C. Le Secrétaire permanent peut pour une épreuve déterminée, imposer la condition d'un âge minimum ou des conditions spéciales d'aptitudes professionnelles consistant dans des connaissances pratiques ou dans l'exercice d'une activité antérieure, lorsque de telles conditions sont justifiées par la nature des emplois à conférer.

D. Lorsque le Secrétaire permanent au recrutement a des raisons de présumer que les candidats ne seront pas assez nombreux pour qu'il y ait suffisament de lauréats, il peut admettre comme candidats à une épreuve déterminée, les étudiants qui accomplissent la dernière des années d'études requises pour qu'ils obtiennent le diplôme ou le certificat d'études exigé. En ce cas, sont également admis

.../...

comme candidats ceux qui ont satisfait à l'épreuve relative à l'avant-dernière année et qui déclarent qu'ils se présenteront devant le jury d'Etat pour l'épreuve relative à la dernière année.

Si les candidats autorisés en application de l'alinéa 1er à participer à l'épreuve réussissent celle-ci, ils ne peuvent toutefois faire valoir, en vue d'une nomination, le bénéfice de leur classement parmi les lauréats, qu'à partir du jour où ils auront produit devant le Secrétaire permanent au recrutement, le diplôme ou certificat d'études exigé.

E. Lorsque les exigences des fonctions à exercer ne s'y opposent pas, le Secrétaire permanent au recrutement peut, pour le recrutement à un grade déterminé, admettre, en plus des diplômes et certificats d'études indiqués à l'article 16, 6°, les diplômes et certificats d'enseignement de promotion sociale qu'il désigne. En ce cas, il peut alléger certaines des conditions d'études requises des possesseurs des diplômes et certificats indiqués à l'article 16, 6°.

F. Le Secrétaire permanent au recrutement peut, pour le recrutement à des grades déterminés du niveau 4, exiger la possession de diplômes ou certificats particuliers qu'il désigne lorsque cette condition est justifiée par le caractère technique ou spécialisé des fonctions à exercer.

§ 2.- Les autres conditions d'admissibilités sont déterminées par Nous".

"Article 5.- (selon le texte proposé).

Il est inséré dans le même arrêté un article 17bis rédigé comme suit :

"Article 17bis.-

Lors de l'organisation d'une épreuve, le Secrétaire permanent au recrutement fixe la date à laquelle les candidats doivent satisfaire aux conditions relatives à l'âge, aux diplômes ou certificats d'études et, le cas échéant, aux conditions spéciales d'aptitudes professionnelles".

Si le Gouvernement adopte le texte proposé par le Conseil d'Etat, il devra modifier l'article 7 de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public en vue de le mettre en concordance avec le texte nouveau de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Article 2 du projet.

Cet article n'appelle pas d'observation. Il doit faire l'objet de l'article 6 du texte proposé.

.../...

Article 13 du projet (partim).

En son alinéa 2, l'article 13 du projet fond en un seul le chapitre Ier et le chapitre II du titre Ier "Des modes de recrutement" de la partie III "Du recrutement"; par ailleurs, il supprime évidemment la subdivision en trois sections du chapitre II du texte actuellement en vigueur.

Il serait plus clair de maintenir la division du titre premier en trois chapitres. On pourrait donner au chapitre II l'intitulé suivant : "Des épreuves de recrutement". Cette modification de l'intitulé pourrait être opérée par l'article qui, selon la proposition faite ci-dessous par le Conseil d'Etat, remplacerait en son entier le chapitre II.

Articles 3 à 6 du projet.

Observations communes aux articles 3 à 6.

I. Le projet affecte tous les articles du chapitre II du titre Ier de la partie III : en ses articles 3 à 5, le projet modifie les articles 20 à 23 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937; en son article 13, alinéa 1er, il abroge les articles 24 et 25 et, en son article 6, il rétablit l'article 26 dans une rédaction nouvelle. La présentation des textes serait plus simple et plus claire si le projet remplaçait en son entier le chapitre II.

II. Il serait plus logique de placer en tête du chapitre II, sous forme d'un article 20, la disposition

.../...

qui, selon le projet, constitue l'article 26 nouveau de l'arrêté royal du 2 octobre 1937. Cette disposition a, en effet, pour objet d'instituer les modes de recrutement, dont les autres articles du chapitre organisent la mise en oeuvre.

III. La plupart des articles du chapitre n'appellent que des observations de pure rédaction qui n'exigent aucun commentaire.

Un texte est proposé ci-dessous pour l'ensemble du chapitre II.

Observations propres à certains articles.

Article 4 du projet.

Article 21 nouveau de l'arrêté du 2 octobre 1937.

L'article 21 nouveau du statut, tel qu'il est modifié par l'article 4 du projet, porte :

"Article 21.-

Le Secrétaire permanent au recrutement organise chaque recrutement et applique à cet effet le mode de recrutement qu'il estime la plus adéquat".

A. Dans le texte actuellement en vigueur, l'article 21 comprend un alinéa 1er, qui confie au Secrétaire permanent au recrutement le pouvoir d'organiser les concours de recrutement et un alinéa 2, qui autorise, selon les modalités qu'il détermine, le Secrétaire permanent à

.../...

déléguer ce pouvoir. Cette seconde disposition, que le projet modifie sur certains points, n'est pas reprise dans le texte nouveau de l'arrêté royal du 2 octobre 1937: elle se trouve contenue dans l'article 3 nouveau de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens, modifié par l'article 3 du projet L.12.014, lequel l'étend aux concours d'accession au niveau supérieur et aux examens d'avancement de grade.

Il y a ainsi un manque de concordance entre le présent projet, qui attribue entièrement au Secrétaire permanent le pouvoir d'organiser les épreuves de recrutement, et le projet L. 12.014, qui autorise le Secrétaire permanent à déléguer, sous certaines conditions, ce pouvoir. Or, comme le Conseil d'Etat l'a souligné dans l'observation préalable B, il y a lieu d'insérer dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 toutes les règles fondamentales du statut; au surplus, l'article 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 a pour effet que, dans la mesure où le projet L. 12.014 apporte implicitement de nouvelles modifications à cet arrêté du 2 octobre 1937, il doit, sous peine de violation d'une forme substantielle, être, lui aussi, motivé.

Pour ces motifs, il y a lieu de compléter l'article 21 nouveau du statut par les dispositions relatives aux épreuves de recrutement qui sont contenues à l'article 3 de l'arrêté du 17 septembre 1969, modifié par l'article 3 du projet L. 12.014 (1).

.../...

---

(1) Voir l'avis sur le projet L. 12.014.

Pour les mêmes motifs, il y a lieu d'insérer dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 les dispositions relatives aux concours d'accession au niveau supérieur et aux examens d'avancement de grade qui sont contenues dans le même article 3. Tel pourrait être l'objet d'un article complémentaire, qui introduirait ces dispositions dans l'arrêté du 2 octobre 1937 sous la forme d'un article 70bis.

B. Comme le révèle l'analyse des diverses dispositions des deux projets L.12.013 et L. 12.014 et comme le confirment les déclarations du délégué du Ministre, le nouvel article 21 du statut a simplement pour objet de confier au Secrétaire permanent, en plus de la mission d'organiser les épreuves, le pouvoir de choisir, pour chaque épreuve, parmi les modes d'aménagement des épreuves préalablement déterminés par le Roi, celui qu'il estime le plus adéquat. Le Conseil d'Etat propose ci-dessous un texte qui définit de manière plus exacte et plus précise les pouvoirs conférés au Secrétaire permanent au recrutement.

Article 22 nouveau du statut.

A. En son alinéa 1er, l'article prévoit de manière expresse la faculté, pour toute personne qui entend postuler un emploi d'une administration de l'Etat, d'introduire à tout moment, par écrit, sa candidature auprès du Secrétaire permanent au recrutement. Ce dernier aura l'obligation de tenir la liste des candidatures reçues et de prendre en considération celles-ci en vue de l'attribution des emplois ayant les caractères de ceux qui sont postulés. Des effets juridiques sont ainsi attachés à

.../...

l'introduction des candidatures. Selon les articles 4 nouveaux des arrêtés du Régent des 30 avril 1947 et 10 avril 1948, modifiés par les articles 2 et 5 du projet L. 12015, les nominations en qualité d'agent temporaire ou d'ouvrier temporaire devront même -en certains cas- être accordées dans l'ordre des dates de réception des candidatures. Afin d'assurer la sécurité juridique et de donner aux candidats des garanties plus complètes de traitement égal de leurs demandes, il y a lieu d'imposer la présentation des candidatures par pli recommandé à la poste. Il sera ainsi possible de substituer, dans le projet L. 12.015, à l'ordre de réception des candidatures l'ordre d'envoi des candidatures, qui paraît plus adéquat.

B. Les dispositions contenues aux alinéas 2 et 3 de l'article concernent les appels publics aux candidats : l'appel général, qui doit être adressé au moins une fois l'an, et l'appel propre à une épreuve déterminée, que le Secrétaire permanent a la faculté d'adresser préalablement à celle-ci. Il serait plus clair de faire des dispositions contenues aux alinéas 2 et 3, un article distinct.

Article 5 du projet.

Article 23 nouveau du statut.

Selon la version française de l'article 23, alinéa 1er en vigueur,"chaque participant qui en fait la demande écrite, reçoit communication des résultats qu'il a obtenus". Le texte nouveau emploie le singulier : "reçoit communication de son résultat". Selon les explications du délégué du Ministre, cette modification n'est pas délibérée :

.../...

l'intention du Gouvernement est de n'apporter aucun changement au système actuel, qui consiste à communiquer les diverses cotes obtenues. C'est un document indiquant ces mêmes cotes qui est versé au dossier de signalement pour satisfaire à la prescription de l'article 23, alinéa 2. Par conséquent, il serait préférable de maintenir à l'alinéa 1er, l'expression "des résultats", et de reprendre la même expression à l'alinéa 2, l'addition du qualificatif "détaillés" ne se justifiant pas.

Article 6 du projet.

Article 26 nouveau du statut.

Aux termes de l'article 26 nouveau du statut, modifié par l'article 6, "les modes de recrutement sont :

1° le concours de recrutement;

2° l'examen de recrutement;

3° le recrutement sur base d'un fichier".

La constitution d'un fichier est un simple moyen matériel d'établir et de tenir à jour la liste des candidatures. L'analyse du chapitre III du projet L. 12.014 fait clairement apparaître que le fichier sert à l'organisation d'épreuves de recrutement : en effet, dans tous les cas, le recrutement est subordonné à la réussite d'une épreuve, laquelle consistera, le plus souvent, en un concours

.../...

et, exceptionnellement, en un examen. Il n'y a donc pas de mode particulier de recrutement qui corresponde à la constitution d'un fichier. C'est ce que confirment les explications complémentaires du délégué du Ministre. Dès lors, il y a lieu de faire exclusivement mention de deux modes de recrutement : le concours et l'examen.

*

En conséquence des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose, pour l'article remplaçant par des dispositions nouvelles le chapitre II de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, le texte reproduit ci-dessous.

"Article 7.-

Dans le titre Ier "Des modes de recrutement de la partie III du même arrêté intitulée "Du recrutement", le chapitre II "Des concours de recrutement" est remplacé par les dispositions suivantes :

Chapitre II. DES EPREUVES DE RECRUTEMENT.

Article 20.- Les épreuves de recrutement consistent en concours ou en examens. Les modalités d'aménagement de ces épreuves de recrutement sont déterminées par Nous.

.../...

Article 21.- Les épreuves de recrutement sont organisées pour la nomination aux grades des rangs 10, 20, 30, 42, 41 et 40.

Des grades d'autres rangs pour lesquels la nature des fonctions à exercer requiert soit la possession de diplômes ou certificats d'études particuliers, soit des aptitudes particulières à vérifier par une épreuve peuvent également être conférés, dans un ministère, par la voie d'un concours ou d'un examen de recrutement. Un règlement pris par le ministre compétent, avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, détermine les grades qui sont ainsi conférés par voie de recrutement.

Article 22.- Les épreuves de recrutement sont organisées soit en vue de l'attribution d'un nombre préalablement déterminé d'emplois ou de l'admission d'un nombre préalablement déterminé de stagiaires, soit en vue de la constitution d'une réserve de recrutement.

Article 23.- Le Secrétaire permanent au recrutement organise les épreuves de recrutement. Pour chacune d'elles, il choisit, parmi les modes d'aménagement de ces épreuves déterminés par Nous, celui qu'il estime le plus adéquat.

Le Secrétaire permanent au recrutement peut toutefois, avec l'accord du ministre intéressé, confier tout ou partie de l'organisation des épreuves au Secrétaire général, au Chef de l'administration dont relève le service

.../...

pour lequel le recrutement doit avoir lieu ou au Chef d'administration sous l'autorité directe duquel est placé le service intéressé.

Article 24.- Toute personne qui entend postuler un emploi d'une administration de l'Etat peut à tout moment, introduire sa candidature auprès du Secrétaire permanent au recrutement, par pli recommandé à la poste.

Article 25.- Au moins une fois l'an, le Secrétaire permanent au recrutement adresse un appel public de caractère général aux candidats, par avis inséré au Moniteur belge et, en outre, s'il le juge opportun, par tout autre moyen de publication qu'il estime adéquat.

Il peut également, pour chaque épreuve de recrutement, adresser dans les formes énoncées à l'alinéa 1er un appel public aux candidats.

Article 26.- Toute épreuve de recrutement fait l'objet d'un procès-verbal. Chaque participant qui en fait la demande écrite reçoit la communication de ses résultats.

Les résultats obtenus par les candidats figurent à leur dossier de signalement lorsqu'ils sont nommés en qualité d'agent de l'Etat".

.../...

CHAPITRE III DU PROJET. "Modifications du chapitre III du titre Ier de la partie III du recrutement".

Articles 7 et 8 du projet.

I. L'article 7 et l'article 8 du projet modifient respectivement l'article 28, alinéa 1er et l'article 33, § 1er, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 pour adapter le texte de ces nouvelles dispositions au nouvel ordre chronologique des opérations : conformément aux dispositions nouvelles de l'arrêté royal du 1er décembre 1964 (1), modifié par le projet L. 12.016, l'examen médical n'a lieu qu'après l'entrée en fonctions, sauf s'il s'agit d'un candidat bénéficiaire de l'arrêté royal du 11 août 1972 stimulant l'emploi des handicapés dans les administrations de l'Etat (article 1er nouveau) ou s'il s'agit de grades pour lesquels un arrêté ministériel a fixé des conditions d'aptitudes physiques particulières, en prescrivant que l'examen médical doit toujours précéder l'entrée en fonctions (article 4 nouveau).

Par ailleurs, les dispositions du statut du 2 octobre 1937 que les articles 7 et 8 du projet modifient règlent des questions connexes ou même des questions identiques à celles auxquelles ont trait l'article 15 de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours

.../...

(1) Arrêté royal du 1er décembre 1964 relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics.

et examens et les articles 16 à 18 du même arrêté, modifiés par les articles 12 à 14 du projet L. 12.014.

Les articles examinés soulèvent donc, conformément à l'observation préalable B, le problème d'une correcte répartition des dispositions modificatives entre, d'une part, les projets L. 12.014 et L. 12.016 et, d'autre part, le présent projet, dans lequel il est nécessaire d'insérer toutes les règles fondamentales nouvelles.

II. Pour prévenir le danger d'équivoques, il est également souhaitable d'assurer jusque dans la lettre des dispositions, une concordance entre, d'une part, les articles 28 et 33 du statut et, d'autre part, l'article 11 de l'arrêté royal du 7 mars 1974 (1), aux termes duquel "Les agents des administrations et des autres services des ministères ne peuvent être recrutés que parmi les candidats déclarés admis par le Secrétaire permanent au recrutement".

.../...

---

(1) Arrêté royal du 7 mars 1974 relatif au recrutement des agents dans les administrations et les autres services des ministères - Moniteur belge du 22 mars.

Pour tenir compte des observations qui précèdent, les articles 7 et 8 du projet pourraient être rédigés comme suit :

"Article 7 du projet. (article 8 du texte proposé).

L'article 28 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

"§ 1er.- Le Secrétaire permanent au recrutement établit la liste des lauréats des épreuves conformément aux dispositions arrêtées par Nous.

§ 2.- Le Secrétaire permanent au recrutement vérifie, selon les dispositions arrêtées par Nous, si les lauréats qui se sont classés immédiatement ou viennent ultérieurement en ordre utile satisfont aux conditions d'admissibilité imposées.

Sauf dans les cas déterminés par Nous, les lauréats sont admissibles à la nomination avant la vérification de leur aptitude physique; toutefois ils seront ultérieurement démis d'office s'ils ne satisfont pas à cette condition.

§ 3.- Les lauréats qui se sont classés immédiatement ou qui viennent ultérieurement en ordre utile et qui, en outre, sont admissibles conformément aux dispositions du § 2, sont déclarés admis par le Secrétaire permanent au recrutement.

.../...

Ils sont nommés en qualité de stagiaire par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

§ 4.- Pour le niveau 1, le stage est d'une durée d'un an".

Article 8 du projet (article 9 du texte proposé).

L'article 33, § 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er.- Les dispositions contenues à l'article 28, § 1er, § 2 et § 3, alinéa 1er, sont applicables aux lauréats des épreuves organisées pour le recrutement aux niveaux 2, 3 et 4.

Après avoir été déclarés admis par le Secrétaire permanent au recrutement, les lauréats qui se sont classés immédiatement ou qui viennent ultérieurement en ordre utile sont nommés en qualité de stagiaire par l'autorité qui détient le pouvoir de nomination. Ils sont appelés en service en cette qualité et affectés à un emploi permanent vacant".

Article 9 du projet.

Cet article n'appelle pas d'observation. Il doit faire l'objet de l'article 10 du texte proposé.

.../...

CHAPITRE IV DU PROJET. "Modification du titre II de la partie III - du recrutement".

Article 10 du projet (article 11 du texte proposé).

L'article 10 du projet établit un texte nouveau pour les articles 41 et 42 du statut. Sous réserve de légères modifications, ce texte nouveau se borne à reprendre le texte des dispositions actuellement en vigueur, mais en changeant l'ordre dans lequel ces dispositions se succèdent. Le Gouvernement a, en effet, estimé qu'il était plus rationel qu'immédiatement après les dispositions relatives au statut du Secrétaire permanent (article 40), le statut énonce celles qui sont relatives au statut des Secrétaires adjoints (article 41 nouveau), les dispositions relatives aux attributions du Secrétaire permanent et aux Secrétaires adjoints venant ensuite (article 42 nouveau).

Pour la plupart des dispositions, l'intention du Gouvernement est donc non de fixer des règles nouvelles, mais de présenter dans un ordre différent des règles déjà établies. Le Conseil d'Etat s'abstiendra dès lors de faire des observations au sujet de textes, qui sont peut-être imparfaitement rédigés, mais qui reproduisent mot pour mot des textes actuellement en vigueur, dont la portée a été précisée au cours de l'application qu'ils ont déjà reçue.

.../...

Toutefois, dans un but de simplification, le Conseil d'Etat propose d'éliminer la notion de "secrétaire temporaire", à laquelle recourt l'article 41, § 2 nouveau : la mission propre du "secrétaire temporaire" est de présider, pour tout ou partie des opérations, le jury d'une épreuve de recrutement ou d'avancement, en vertu d'une délégation donnée par le Secrétaire permanent au recrutement; or, l'article 8 nouveau de l'arrêté royal du 17 septembre 1969, modifié par l'article 4 du projet L. 12.014, autorise le Secrétaire permanent au recrutement à déléguer son pouvoir de présider le jury à un fonctionnaire qui pourra appartenir soit au secrétariat permanent de recrutement soit au service public intéressé, ou encore à un autre membre du jury. La notion de "secrétaire temporaire" se révèle ainsi superflue et pourrait être abandonnée; à cette fin, il y aurait lieu de supprimer l'article 41, § 2 nouveau du statut, modifié par l'article 10 du projet.

Par ailleurs, conformément à l'observation préalable B, pour assurer une correcte répartition des dispositions modificatives entre le présent projet et le projet L. 12.014, il y aurait lieu d'insérer à l'article 42, § 2 nouveau du statut, modifié par l'article 10 du projet, la disposition qui forme l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens, modifié par l'article 4 du projet L. 12.014.

Pour tenir compte des observations qui précèdent, l'article 42, § 2 nouveau du statut pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"§ 2.- Il est chargé de présider le jury de chacune des épreuves organisées en vue du recrutement ou de l'avancement.

Toutefois, il peut déléguer ce pouvoir, pour tout ou partie des opérations d'une épreuve déterminée, à un Secrétaire adjoint, à un fonctionnaire du secrétariat permanent de recrutement ou du service public intéressé, ainsi qu'à un membre du jury".

CHAPITRE SUPPLEMENTAIRE PROPOSE PAR LE CONSEIL D'ETAT : "CHAPITRE V. MODIFICATION DE LA PARTIE IX DE LA CARRIERE DES AGENTS DE L'ETAT".

Pour les motifs qui ont été indiqués ci-dessus dans l'observation A relative à l'article 21 nouveau de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, modifié par l'article 4 du projet, il est nécessaire d'insérer dans le projet un article ayant pour objet de compléter cet arrêté du 2 octobre 1937 par des dispositions confiant au Secrétaire permanent le pouvoir d'organiser les examens d'avancement de grade et les concours par accession au niveau supérieur. Cet article pourrait être conçu sous la forme d'un article 70bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

.../...

"Article 12.-

Il est inséré dans le même arrêté un article 70bis rédigé comme suit :

"Article 70bis.-

Le Secrétaire permanent au recrutement organise les examens d'avancement de grade et les concours d'accession au niveau supérieur.

Il peut toutefois, avec l'accord du Ministre intéressé, confier tout ou partie de l' organisation des épreuves au Secrétaire général , au Chef de l'administration dont relève le service pour lequel la promotion doit avoir lieu ou au Chef d'administration sous l'autorité directe duquel est placé le service intéressé".

CHAPITRE V DU PROJET. "Modification de la partie X du régime disciplinaire" (Chapitre VI selon le texte proposé).

Article 11 du projet.

L'article n'appelle pas d'observation. Il doit faire l'objet de l'article 13 du texte proposé.

.../...

CHAPITRE VI DU PROJET. "Dispositions transitoires et finales" (Chapitre VII selon le texte proposé).

Le chapitre ne comprend pas de dispositions transitoires. Il suffit donc de lui donner pour intitulé la seule mention "Dispositions finales".

Article 12 du projet.

Comme l'observation en a été faite ci-dessus, il serait plus logique et plus clair de faire de la disposition contenue dans l'article 12, l'article 1er du projet.

Article 13 du projet.

Le texte proposé ci-dessus par le Conseil d'Etat pour un article qui aurait pour objet de remplacer, en son entier, le chapitre II du titre Ier de la partie III de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 contient toutes les dispositions abrogatoires et modificatives énoncées à l'article 13 du projet, à l'exception de la disposition qui abroge expressément une partie de l'annexe I.

L'article pourrait dès lors, être rédigé comme suit :

.../...

"Article 14.-

Dans l'annexe 1 à ce même arrêté, relative aux diplômes ou certificats pris en considération pour l'admission dans les administrations de l'Etat, l'alinéa 2 de la disposition relative au niveau 4 est abrogé".

Article 14 du projet. (devenant l'article 15 du texte proposé).

L'article 14 porte que "Le présent arrêté entre en vigueur le ..." Il va de soi que l'arrêté en projet ne pourrait pas avoir d'effet rétroactif.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

A.

Het onderhavige ontwerp behoort tot een pakket van vier ontwerp-koninklijke besluiten die de werving van Rijkspersoneel, van tijdelijk Rijkspersoneel en van tijdelijk Rijkswerkliedenpersoneel ingrijpend beogen te hervormen.

Het wijzigt het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel. Met dit ontwerp (L.12.013) hangen nauw samen : een ontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en de examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het Rijkspersoneel (L.12.014) en een ander ontwerp, dat wijziging aanbrengt in het koninklijk besluit van 1 december 1964 betreffende de controle op de lichamelijke geschiktheid vereist van gegadigden voor bepaalde overheidsbetrekkingen (L.12.016). Een laatste ontwerp tenslotte vertoont eveneens bindingen met het onderhavige, al heeft het een apart onderwerp : wijziging van het statuut van het tijdelijk personeel en het statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel (L. 12.015).

B.

Dat er voor de hervormingen die de Regering inzake werving van Rijkspersoneel tot stand wil brengen verschillende afzonderlijke besluiten nodig zijn komt door-

.../...

dat de bepalingen die het statuut van het personeel vormen thans over een vrij groot aantal besluiten gespreid liggen. Naast het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 zijn er nog andere besluiten, die bijzondere materies regelen, met name : het koninklijk besluit van 1 december 1964 betreffende de controle op de lichamelijke geschiktheid (dat gewijzigd wordt door het ontwerp L.12.016) en het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en de examens (dat gewijzigd wordt door het ontwerp L.12.014).

De verdeling van de bepalingen die het administratief statuut van het Rijkspersoneel vormen over een vrij groot aantal besluiten levert in de praktijk bezwaren op voor een goede bekendheid met en een juiste uitlegging en toepassing van die teksten. Die bezwaren zijn des te aanzienlijker daar de spreiding van die bepalingen over het besluit van 2 oktober 1937 en de bijzondere besluiten, althans in ruime mate, empirisch en niet op rationele grond tot stand is gekomen. Er kan niet worden gesteld dat de fundamentele bepalingen voor al de materies van het statuut in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 staan. Met de hervormingen die achtereenvolgens werden doorgevoerd zijn een aantal bepalingen die dezelfde aangelegenheden regelen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 naar een bijzonder besluit overgegaan.

Het feit dat de teksten die het statuut vormen verspreid liggen heeft nog een ernstiger gevolg. Artikel 116 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 bepaalt immers : "Iedere, zelfs gedeeltelijke wijziging in dit statuut aangebracht, zal het voorwerp zijn van een in ministerraad overlegd gemotiveerd besluit". Dat artikel is een bijzondere bepaling die de uitoefening van een deel

.../...

van 's Konings verordenende bevoegdheid afhankelijk stelt van het naleven van de vormen die zij voorschrijft. Artikel 116 is na enige aarzeling zó uitgelegd dat het uitsluitend doelt op wijzigingen in het besluit van 2 oktober 1937 : het geldt niet voor wijzigingen in de andere besluiten die het statuut van het Rijkspersoneel bepalen (1). Daaruit volgt dat een besluit dat het statuut van het Rijkspersoneel wijzigt al dan niet gemotiveerd moet zijn naar gelang de te wijzigen bepalingen deel uitmaken van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 of niet. Dat systeem is des te meer vatbaar voor kritiek daar de verdeling van de bepalingen over het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en de bijzondere besluiten, zoals reeds gezegd, niet volkomen rationeel maar erg empirisch tot stand is gekomen.

.../...

---

(1) Bij voorbeeld : in het arrest LAUWERS, nr. 12.246, IV, van 28 februari 1967, heeft de Raad van State beslist dat, al stonden aanvankelijk in het besluit van 2 oktober 1937 enkele algemene bepalingen betreffende de bezoldiging van het Rijkspersoneel, de in artikel 116 van dat besluit voorgeschreven motivering niet vereist is voor wijzigingen in de bijzondere besluiten die de bezoldigingsregeling sedert het besluit van de Regent van 20 juni 1946 zijn komen wijzigen (Verz., blz. 252). De Raad van State heeft die rechtspraak bevestigd in de arresten : MEWIS c.s., nr. 12.477, ETIENNE c.s., nr. 12.470, LAMQUET c.s., nr. 12.479, PONCELET, nr. 12.480, FENAUX, nr. 12.481, van 22 juni 1967, en in het arrest HAVERMANS c.s., nr. 12.492, van 29 juni 1967.

Overigens moet de Regering, als zij zich voorneemt nieuwe bepalingen met betrekking tot het statuut van het Rijkspersoneel vast te stellen, die bepalingen grondig ontleden om uit te maken of ze soms geen bepalingen uit het besluit van 2 oktober 1937 wijzigen. Zo ja, dan moet het ontworpen besluit immers -ook al is het opgevat en ingekleed als een besluit dat wijziging brengt in een bijzonder besluit en niet in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937- gemotiveerd zijn, wil het artikel 16 van laatstgenoemd besluit niet miskennen. Het ontwerp L.12.014, dat opgevat is als een besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 september 1969, en het ontwerp L.12.016, dat ingekleed is als een besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1964, brengen in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 op bepaalde punten impliciet nog andere wijzigingen aan dan het ontwerp L.12.013 daarin aanbrengt. Om het geheel van de ontworpen bepalingen een logischer en eenvoudiger inkleding te geven, zal de Raad van State verderop voorstellen sommige bepalingen van de ontwerpen L.12.014 en L.12.016, die van fundamentele aard zijn, te doen overgaan naar het ontwerp L.12.013.

Toch moeten in de ontwerpen L.12.014 en L.12.016, wil men deze niet onverstaanbaar maken, een aantal bepalingen met nieuwe belangrijke voorschriften worden gelaten die in het ontwerp L.12.013 niet kunnen worden opgenomen zonder dat nog meer teksten dezelfde regels gaan herhalen. Opdat artikel 116 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 niet wordt miskend, doet men er goed aan ook in de aanhef van de ontwerpen L.12.014 en L.12.016 een motivering te geven.

.../...

Ter wille van de stabiliteit en opdat er niet zonder voldoende reden zou van worden afgeweken had de Koninklijke Commissaris CAMU aanbevolen het statuut van het Rijkspersoneel de vorm van een in ministerraad overlegd koninklijk besluit te geven (1). Artikel 116 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 is tot die wenk terug te voeren. Met dat artikel heeft de Regering voor ieder besluit dat het statuut wijzigt, ook al is het maar gedeeltelijk, niet alleen overleg in ministerraad maar bovendien motivering voorgeschreven. Motivering is ook bedoeld als een waarborg voor vastheid in het statuut. Om de hierboven aangegeven redenen kan die vormvereiste het doel waarvoor zij is ingevoerd evenwel slechts ten dele bereiken en doet zij bovendien praktische moeilijkheden rijzen. De Regering behoort dan ook na te gaan of het, om de procedure voor de vaststelling van het statuut van het Rijkspersoneel te vereenvoudigen en de hierboven aangehaalde moeilijkheden in het vervolg uit de weg te gaan, niet raadzaam ware een bepaling uit te vaardigen die de door artikel 116 voorgeschreven motiveringsplicht doet vervallen. Het spreekt vanzelf dat die nieuwe bepaling, overeenkomstig de thans geldende tekst, het onderwerp moet zijn van een in ministerraad overlegd besluit en dus ook vooraf aan de algemene syndicale raad van advies moet worden onderworpen. De Regering zou de strekking van de nieuwe bepalingen die zij inzake statuut van het Rijkspersoneel vaststelt en de redenen waarom zij dat doet, kunnen toelichten in een verslag aan de Koning.

.../...

---

(1) Eerste verslag over de bestuurshervorming. Het statuut van het Rijkspersoneel.

Zij zou ook zeer nuttig aanwijzingen daaromtrent kunnen verstrekken in een circulaire die zou worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad (1).

Mede om de bestuursactie te vereenvoudigen en haar meer rechtszekerheid te geven stelt de Raad van State anderdeels voor, dat de bepalingen die het administratief statuut van het Rijkspersoneel vormen in één besluit zouden worden samengebracht.

C.

Het hier besproken ontwerp L.12.013 wijzigt het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 uitsluitend wat de hervorming van de werving van het Rijkspersoneel betreft.

Een aantal moeilijkheden bij het ontwerp L.12.015 en vooral bij het ontwerp-ministerieel besluit L 12.09 (2) doen het wenselijk voorkomen het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 te wijzigen, met name om de werkingssfeer van dat besluit duidelijker te omlijnen en

.../...

---

(1) Zie, bij voorbeeld, de Algemene onderrichting van 31 juli 1964 betreffende de statutaire en geldelijke hervorming in de Rijksbesturen, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 10 november 1964.

(2) Ontwerp-ministerieel besluit "tot vaststelling van het hulppersoneel dat bij overeenkomst kan worden aangeworven in de besturen en andere diensten van de ministeries", waarover de Raad van State, afdeling wetgeving, op 24 mei 1974 om advies is verzocht door de Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt.

daartoe het begrip hulpkracht te definiëren. Voor meer bijzonderheden zij verwezen naar de adviezen die de Raad van State over de twee hierboven aangehaalde ontwerpen zal geven.

Het is zaak van de Regering na te gaan of het niet mogelijk is al de wijzigingen die zij in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 bedoelt aan te brengen, in één besluit te verenigen.

D.

Verwijzingen naar bepaalde artikelen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel treft men aan in verschillende besluiten die het statuut van andere categorieën van overheidspersoneel bepalen. Soms doelen die verwijzingen op de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 betreffende de werving, die in het ontwerp wezenlijk worden gewijzigd of een andere plaats krijgen doordat ze van een bepaald artikel overgaan naar een ander. Als voorbeelden zijn aan te halen artikel 3 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en van Buitenlandse Handel, gewijzigd bij koninklijk besluit van 13 april 1973, en de artikelen 7 en volgende van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut.

.../...

De Regering behoort er voor te zorgen dat de besluiten met zulke verwijzingen in overeenstemming worden gebracht met de nieuwe tekst van het koninklijk besluit.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A. Wat de materiële inkleding van het ontwerpbesluit betreft ware het duidelijker, en ook meer in overeenstemming met het gebruik, als in ieder artikel slechts één artikel van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 werd gewijzigd, behalve wanneer het gaat om de vervanging van een reeks op elkaar volgende artikelen door een andere reeks artikelen die eveneens op elkaar volgen.

B. In vele van de nieuwe bepalingen die in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 worden ingevoegd wordt ter aanduiding van een bepaalde wervingsprocedure gewerkt met de woorden "een werving". Die uitdrukking is hier niet bruikbaar (zie de nieuwe artikelen 15, 1°, 16, § 1 en § 2, 20, 20bis, 21, 22, 23 van genoemd besluit). Ze moet worden vervangen. Over het algemeen laat zich, aangezien de door het ontwerp georganiseerde wervingsprocedure altijd een examen omvat, de formule "een wervingsexamen" gebruiken.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

Gelet op de verplichting iedere, zelfs gedeeltelijke wijziging in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 te motiveren als voorgeschreven in artikel 116 van

.../...

dat besluit zoals het thans geldt, zouden de nochtans al uitgebreide consideransen hier en daar moeten worden aangevuld; zij behoeven overigens ook een aantal vormwijzigingen. Ze kunnen als volgt worden gelezen :

"Overwegende dat het vergelijkend examen tot nog toe de enige door het statuut bepaalde techniek is voor het werven van Rijkspersoneel; dat, al moet het vergelijkend examen de algemeen toegepaste techniek blijven, dient te worden toegestaan dat, om de organisatie van de examens te vereenvoudigen en de indiensttreding van het personeel te bespoedigen, in sommige gevallen met een gewoon examen wordt gewerkt (eerste considerans van het ontwerp);

Overwegende dat het wenselijk is voor wervingsexamens geldende regels te versoepelen en verschillende aanpassingstechnieken te bepalen, waarbij aan de Vaste Wervingssecretaris de zorg wordt overgelaten die techniek te kiezen welke het best beantwoordt aan de behoeften (tweede considerans van het ontwerp);

Overwegende dat het met het oog op een rationeler organisatie en een inkorting van de duur van de wervingsprocedure nuttig is een doorlopende lijst van sollicitaties te doen aanleggen; dat daartoe de wijze van indiening van de sollicitaties moet worden bepaald en de Vaste Wervingssecretaris opdracht moet worden gegeven ten minste eenmaal per jaar een algemene openbare oproep tot gegadigden te doen zodat hij niet meer verplicht is vóór een bepaald examen een specifieke oproep tot de gegadigden te richten (derde considerans van het ontwerp).

.../...

Overwegende, wat de toelaatbaarheidsvereisten betreft, dat het, om ambtenaren met een verschillende opleiding te kunnen werven, aanbeveling verdient de mogelijkheid open te laten voor een bepaald examen het bezit van bijzondere diploma's of studiegetuigschriften te eisen; dat het anderdeels, om sociale redenen, raadzaam is onder bepaalde voorwaarden diploma's of getuigschriften betreffende studies voor sociale stijging in aanmerking te laten komen (nieuwe considerans ter verantwoording van het nieuwe artikel 16, § 2, A, en het nieuwe artikel 16, § 3, 1, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, dat gewijzigd wordt bij artikel 1 van het ontwerp).

Overwegende dat, bij schaarste aan gegadigden, tot de examens dienen te worden toegelaten de scholieren en studenten uit het laatste van de leer- of studiejaren die leiden tot het vereiste diploma of studiegetuigschrift; dat die gegadigden, opdat de wervingsprocedures niet worden gehinderd, zich op hun rangschikking onder de geslaagden echter eerst zullen kunnen beroepen van af de dag dat zij hun diploma of studiegetuigschrift hebben overgelegd (zevende considerans van het ontwerp);

Overwegende dat, om de taak van de Vaste Wervingssecretaris te verlichten en de gegadigden nodeloze kosten te besparen, voor de meeste toelaatbaarheidsvereisten, dient te worden voorgeschreven dat ze eerst na afloop van het examen en alleen ten aanzien van de geslaagden hoeven te worden gecontroleerd (nieuwe considerans ter inleiding van de volgende);

.../...

Overwegende dat het, om de indiensttreding van het personeel te bespoedigen, verkieslijk is de controle op de lichamelijke geschiktheid van de betrokkenen over het algemeen uit te stellen tot na de indiensttreding; dat het belang van het bestuur en van de gegadigden echter eist dat die lichamelijke geschiktheid vóór de indiensttreding wordt gecontroleerd wanneer het gaat om de werving van hen die in aanmerking komen voor het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 ter bevordering van de tewerkstelling van minder-validen in de Rijksbesturen, of om de werving in graden waarvoor bijzondere eisen inzake lichamelijke geschiktheid zijn gesteld (vierde en vijfde considerans van het ontwerp);

Overwegende dat het raadzaam is een grotere deconcentratie van de wervingsverrichtingen mogelijk te maken en de Vaste Wervingssecretaris volgens nieuwe en ruimere regels toe te staan, zijn bevoegdheid om de wervings- en bevorderingsexamens te organiseren en de commissie van die examens voor te zitten geheel of gedeeltelijk te delegeren (zesde considerans van het ontwerp)".

Artikel 12 van het ontwerp (artikel 1 volgens de voorgestelde tekst).

De bepaling van dat artikel wijzigt het opschrift van titel I van deel III van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937. Logischer en duidelijker ware, die bepaling vóór de artikelen van het ontwerp te brengen die sommige artikelen van titel I wijzigen.

.../...

EERSTE HOOFDSTUK VAN HET ONTWERP. "Wijziging van hoofdstuk I van titel I van deel III : "Werving".

Artikel 1 van het ontwerp.

Het nieuwe artikel 15 van het statuut van 2 oktober 1937.
(Artikel 2 volgens de voorgestelde tekst).

In het nieuwe artikel 15 zijn, maar dan ineengewerkt, de bepalingen overgenomen die thans in artikel 15, eerste lid, en in artikel 17 staan.

Het artikel somt de vier voorwaarden die het voor de benoeming tot Rijksambtenaar stelt op in de volgorde waarin ze worden gecontroleerd. Beter ware die voorwaarden op te sommen in de logische volgorde.

Ten aanzien van de vereisten inzake lichamelijke geschiktheid moet de bevoegdheid van de Koning ruim genoeg worden gehouden opdat het ontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1964 (L.12.016) niet kan worden geacht bepalingen te bevatten die bijkomende wijzigingen aanbrengen in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937. Met hetzelfde doel stelt de Raad van State voor artikel 28, § 2, van dat besluit een nieuwe tekst voor.

Gelet op hetgeen hierboven is opgemerkt geeft de Raad van State voor het nieuwe artikel 15 de volgende tekst in overweging :

.../...

"Artikel 15.-

Behoudens toepassing van artikel 18 of van artikel 19 kan niemand tot Rijksambtenaar worden benoemd indien hij niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° de voor de te verlenen betrekking bepaalde toelaatbaarheidsvereisten vervullen;

2° volgens door Ons te stellen nadere regelen bewijzen dat hij de lichamelijke geschiktheid voor het uit te oefenen ambt bezit;

3° slagen voor het voorgeschreven wervingsexamen;

4° met goed gevolg de stage volbrengen".

Het nieuwe artikel 16 van het statuut.

Artikel 16 van het statuut - dat in artikel 1 van het ontwerp geheel wordt vervangen - bepaalt de algemene toelaatbaarheidsvereisten voor de gegadigden voor een benoeming tot Rijksambtenaar en geeft aan volgens welke regels bijzondere toelaatbaarheidsvereisten kunnen worden voorgeschreven.

I. De nieuwe tekst neemt grotendeels de huidige bepalingen over maar brengt in de thans geldende regels een aantal wijzigingen aan. Gelet op de nadere uitleg die de gemachtigde van de Minister in verband met de

.../...

strekking van die nieuwe regels heeft gegeven, stelt de Raad van State verderop een tekst voor die deze duidelijker verwoordt.

II. Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Minister moet men aan de eisen inzake leeftijd en diploma voldoen om tot het wervingsexamen te worden toegelaten. Bovendien geeft de Vaste Wervingssecretaris, om zekerheid te krijgen bij het organiseren van ieder examen, aan op welke datum de gegadigden moeten voldoen aan de eisen inzake leeftijd, diploma's en studiegetuigschriften en, in voorkomend geval, de bijzondere eisen terzake van beroepsbekwaamheid. Dat zou allemaal als statuutbepalingen in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 moeten worden opgenomen.

III. Luidens het thans geldende artikel 16, § 2, C, "kan de Vaste Wervingssecretaris voor een bepaald vergelijkend examen een minimumleeftijd voorschrijven of bijzondere eisen stellen inzake beroepsbekwaamheid, namelijk het bezit van praktische kennis of de uitoefening van een vorige werkzaamheid, wanneer zodanige eisen door de aard van de toe te wijzen betrekkingen gewettigd zijn".

Artikel 16, § 2, C, nieuw, gewijzigd door artikel 1 van het ontwerp, wil de Vaste Wervingssecretaris bevoegdheid verlenen om zulke eisen te stellen voor de werving in een bepaalde graad.

.../...

Het ontwerp verruimt dus de bevoegdheid van de Vaste Wervingssecretaris : een beslissing van deze zou voortaan gelden voor alle verrichtingen die leiden tot werving in een bepaalde graad, en alle tot benoemen bevoegde overheden, ook de Koning, zouden daardoor gebonden zijn want er is generlei onderscheid gemaakt volgens het niveau. In zijn advies van 2 juli 1969 over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 17 september 1969 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 (L.10.778/2 - blz. 64-67), heeft de Raad van State opgemerkt dat de Koning volgens de fundamentele beginselen van ons staatsrecht alleen dán aan de Vaste Wervingssecretaris verordenende bevoegdheid kan delegeren als die bevoegdheid sterk beperkt blijft. De onafhankelijkheid waàrover de Vaste Wervingssecretaris in de uitoefening van zijn ambt beschikt maakt het zelfs bijzonder moeilijk hem bepaalde bevoegdheden over te dragen.

Naar aanleiding van de bezwaren die tijdens de behandeling van het ontwerp werden geopperd, heeft de gemachtigde van de Minister verklaard dat de Regering het beter vond de bestaande bepalingen gewoon over te nemen.

IV. Het nieuwe artikel 16, § 4, van het statuut, gewijzigd door het ontwerp, neemt het thans geldende artikel 15, tweede lid, over en zegt : "Andere toelatingseisen worden door Ons bepaald". Overeenkomstig de algemene beginselen waarmee die bepaling werkt, is dus alleen de Koning bevoegd om, in voorkomend geval, voor te schrijven dat de gegadigde van een bepaald geslacht moet zijn in de bijzondere gevallen waar artikel 6 van de Grondwet en de Overeenkomst van New-York betreffende de politieke

.../...

rechten van de vrouw zulk een eis niet in de weg staan (R.v.S. 21 december 1966, DE MEYER, nr. 12.124, Verz., blz. 1084; 21 juni 1973, BAISE, nrs 15.928 en 15.929, Verz., blz. 542).

V. In de nieuwe, door het ontwerp vastgestelde tekst is artikel 16 van het statuut erg lang uitgevallen. Duidelijkheidshalve zouden de bepalingen ervan over verschillende artikelen moeten worden gespreid. Volgens de hierna voorgestelde tekst zouden in artikel 16 alleen de voorschriften betreffende de algemene toelaatbaarheidsvereisten staan. Na artikel 16bis, dat een afwijking van die algemene vereisten inhoudt, zouden dan, in een nieuw artikel 17, logischerwijs de regels betreffende het vaststellen van de bijzondere toelaatbaarheidsvereisten komen. Bovendien zou een artikel 17bis worden ingevoegd met de nieuwe, door de Raad van State voorgestelde bepaling die de Vaste Wervingssecretaris bevoegdheid verleent om aan te geven op welke datum de gegadigden aan bepaalde voorwaarden moeten voldoen.

Rekening houdend met hetgeen hiervoren is opgemerkt, geeft de Raad van State de volgende tekst in overweging :

"Artikel 3.- (volgens de voorgestelde tekst).

Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 16.-

Niemand kan tot Rijksambtenaar worden benoemd indien hij niet voldoet aan de hierna volgende toelaatbaarheidsvereisten :

.../...

1° Belg zijn;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldoen;

5° op de overeenkomstig artikel 17bis bepaalde datum de leeftijd van vijftig jaar niet hebben bereikt;

6° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen graad, volgens de bij dit besluit gevoegde tabel.

Tenzij in de besluiten ter uitvoering van dit statuut anders is bepaald, worden de diploma's of studiegetuigschriften die toegang verlenen tot een bepaald niveau in aanmerking genomen voor de toelating tot graden van lagere niveaus.

Aan de voorwaarden onder 5° en 6° moet voldaan zijn voor de toelating tot het wervingsexamen".

"Artikel 4.- (volgens de voorgestelde tekst).

Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 17, § 1.-

In voorkomend geval kunnen bijzondere toelaatbaarheidsvereisten worden opgelegd overeenkomstig het hierna bepaalde.

A. Een door de Minister van het betrokken departement uit te vaardigen verordening kan, wanneer de aard van het uit te oefenen ambt dit vereist :

.../...

1° voor werving in een bepaalde graad een leeftijdsgrens beneden vijftig jaar stellen;

2° voor werving in bepaalde graden of betrekkingen het bezit voorschrijven van diploma's of studiegetuigschriften aan te wijzen onder die welke zijn opgesomd in de tabel bedoeld in artikel 16, 6°.

B. Wanneer die eis gewettigd is wegens de behoeften van de dienst op het tijdstip dat het examen wordt georganiseerd, kan de Minister van het betrokken departement, na het advies van de Vaste Wervingssecretaris te hebben ingewonnen, voor de deelneming aan een bepaald examen, het bezit voorschrijven van diploma's of bijzondere studiegetuigschriften aan te wijzen :

- ofwel onder de diploma's en studiegetuigschriften die reeds door de onder A bedoelde verordening voorgeschreven zijn voor werving in de graden en betrekkingen waar het om gaat;

- ofwel, bij gemis van zulk een verordening, onder de diploma's of studiegetuigschriften die in aanmerking komen volgens artikel 16, 6°.

C. De Vaste Wervingssecretaris kan voor een bepaalde graad een minimumleeftijd voorschrijven of bijzondere eisen stellen inzake beroepsbekwaamheid, namelijk het bezit van praktische kennis of de uitoefening van een vorige werkzaamheid, wanneer de aard van de te verlenen betrekkingen zodanige eisen wettigt.

.../...

D. Wanneer de Vaste Wervingssecretaris grond aanwezig acht voor het vermoeden dat het aantal gegadigden niet groot genoeg zal zijn om voldoende geslaagden op te leveren, kan hij als gegadigden tot een bepaald examen de studenten toelaten die het laatste jaar van de studies voor het vereiste diploma of getuigschrift doen. In dat geval worden als gegadigden ook toegelaten zij die voldaan hebben bij het examen van het voorlaatste jaar en verklaren dat zij het examen van het laatste jaar voor de examencommissie van de Staat zullen afleggen.

Evenwel kunnen de met toepassing van het eerste lid tot het examen toegelaten gegadigden die voor dat examen slagen zich, voor een benoeming, op hun rangschikking onder de geslaagden eerst beroepen van af de dag waarop zij aan de Vaste Wervingssecretaris het vereiste diploma of studiegetuigschrift hebben overgelegd.

E. Wanneer de vereisten van het uit te oefenen ambt zich daar niet tegen verzetten, kan de Vaste Wervingssecretaris, voor de werving in een bepaalde graad, naast de in artikel 16, 6°, vermelde diploma's en getuigschriften, de door hem aan te wijzen diploma's en getuigschriften van het onderwijs voor sociale stijging mede in aanmerking laten komen. In dat geval kan hij sommige studie-eisen die aan de houders van de in artikel 16, 6°, aangegeven diploma's en getuigschriften zijn gesteld, verlichten.

.../...

F. Voor de werving in bepaalde graden van niveau 4 kan de Vaste Wervingssecretaris het bezit van bijzondere, door hem aan te wijzen diploma's en getuigschriften eisen wanneer die eis verantwoord is door de technische of de speciale aard van het uit te oefenen ambt.

§ 2. De andere toelaatbaarheidsvereisten worden door Ons bepaald".

"Artikel 5.- (volgens de voorgestelde tekst).

In hetzelfde besluit wordt een artikel 17bis ingevoegd als volgt :

"Artikel 17bis.-

Bij het organiseren van een examen stelt de Vaste Wervingssecretaris de datum vast waarop de gegadigden moeten voldoen aan de vereisten inzake leeftijd, diploma's of studiegetuigschriften en, in voorkomend geval, aan de bijzondere vereisten inzake beroepsbekwaamheid".

Indien de Regering de door de Raad van State voorgestelde tekst aanneemt, moet zij artikel 7 van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van sommige instellingen van openbaar nut wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe tekst van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

.../...

Artikel 2 van het ontwerp.

Bij dat artikel, dat artikel 6 van de voorgestelde tekst moet worden, zijn geen opmerkingen te maken.

Artikel 13 van het ontwerp (partim).

Het tweede lid van artikel 13 van het ontwerp maakt het eerste en het tweede hoofdstuk van titel I "Wervingstechnieken" van het deel III "Werving" tot één hoofdstuk en doet de indeling van het hoofdstuk II van de thans geldende tekst uiteraard in drie afdelingen vervallen.

De indeling van de eerste titel in drie hoofdstukken zou terwille van de duidelijkheid moeten worden behouden. Het hoofdstuk II zou dan als opschrift kunnen krijgen : "Wervingsexamens". Die wijziging kan worden doorgevoerd in het artikel dat, zoals hierna zal worden voorgesteld, het gehele hoofdstuk II zou vervangen.

De artikelen 3 tot 6 van het ontwerp.

Opmerkingen gemeen aan de artikelen 3 tot 6.

I. Het ontwerp raakt alle artikelen van hoofdstuk II van titel I van deel III : in de artikelen 3 tot 5 wijzigt het de artikelen 20 tot 23 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937; in artikel 13, eerste lid,

.../...

heft het de artikelen 24 en 25 op, en in artikel 6 voert het, met een nieuwe lezing, artikel 26 weder in. De inkleding van de teksten zou tegelijk eenvoudiger en duidelijker zijn indien het gehele hoofdstuk II werd vervangen.

II. Logischerwijs zou de bepaling die volgens het ontwerp het nieuwe artikel 26 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 vormt, vooraan in hoofdstuk II moeten komen als artikel 20. Die bepaling geeft immers de wervingstechnieken aan, waarvan de overige artikelen de toepassing regelen.

III. Bij de meeste artikelen van het hoofdstuk zijn alleen vormopmerkingen te maken die geen commentaar behoeven.

Voor het gehele hoofdstuk II wordt verderop een tekst voorgesteld.

Specifieke opmerkingen voor bepaalde artikelen.

Artikel 4 van het ontwerp.

Het nieuwe artikel 21 van het besluit van 2 oktober 1937.

Het nieuwe artikel 21 van het statuut, zoals het gewijzigd wordt bij artikel 4 van het ontwerp, bepaalt :

.../...

"Artikel 21.-

De Vaste Wervingssecretaris organiseert elke werving en maakt daarbij gebruik van de wervingstechniek welke hij het meest dienstig acht".

A. In de thans geldende tekst bestaat artikel 21 uit een eerste lid, dat de Vaste Wervingssecretaris bevoegdheid verleent om de vergelijkende wervingsexamens te organiseren en uit een tweede lid dat hem, volgens de daarin bepaalde nadere regelen, machtigt die bevoegdheid te delegeren. Die tweede bepaling, die door het ontwerp op bepaalde punten wordt gewijzigd, staat niet meer in de nieuwe tekst van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 maar is onderwerp van het nieuwe artikel 3 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en de examens, gewijzigd bij artikel 3 van het ontwerp L.12.014, dat die bepaling uitbreidt tot de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau en tot de examens voor verhoging in graad.

Er is discrepantie tussen het onderhavige ontwerp, dat de bevoegdheid om de wervingsexamens te organiseren geheel opdraagt aan de Vaste Wervingssecretaris, en het ontwerp L.12.014, dat de Vaste Wervingssecretaris machtigt die bevoegdheid onder bepaalde voorwaarden te delegeren. Nu moeten, zoals de Raad van State in de voorafgaande opmerking B heeft onderstreept, al de fundamentele regels van het statuut opgenomen worden in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937; bovendien brengt

.../...

artikel 116 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 mee, dat het ontwerp L.12.014, voor zover het impliciet nieuwe wijzigingen aanbrengt in dat besluit van 2 oktober 1937, eveneens moet worden gemotiveerd wil het geen substantiële vorm schenden.

Om al die redenen moet het nieuwe artikel 21 van het statuut aangevuld worden met de bepalingen betreffende de wervingsexamens die vervat zijn in artikel 3 van het besluit van 17 september 1969, gewijzigd bij artikel 3 van het ontwerp L.12.014 (1).

Om die redenen ook dienen in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 te worden ingevoegd, de bepalingen betreffende de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau en de examens voor verhoging in graad, die in hetzelfde artikel 3 staan. Dat zou het onderwerp kunnen zijn van een aanvullend artikel, dat die bepalingen in het meergenoemd besluit van 2 oktober 1937 zou opnemen als artikel 70bis.

B. Zoals blijkt bij de ontleding van de bepalingen van de twee ontwerpen L.12.013 en L.12.014 - en de verklaringen van de gemachtigde van de Minister bevestigen dat -, heeft het nieuwe artikel 21 van het statuut eenvoudig tot doel de Vaste Wervingssecretaris naast de bevoegdheid om de examens te organiseren ook de bevoegdheid te verlenen om voor ieder examen onder de vooraf door de Koning te bepalen aanpassingsmogelijkheden die techniek te kiezen welke hij het meest dienstig acht. De Raad van State geeft hierna een tekst in overweging die de bevoegdheden welke aan de Vaste Wervingssecretaris worden verleend, juister en duidelijker bepaalt.

.../...

---

(1) Zie het advies over het ontwerp L.12.014.

Het nieuwe artikel 22 van het statuut.

A. In het eerste lid bepaalt het artikel uitdrukkelijk dat al wie een betrekking bij een Rijksbestuur wenst te solliciteren, zijn sollicitatie te allen tijde, schriftelijk, bij de Vaste Wervingssecretaris kan inzenden. Deze is verplicht een lijst van de ingekomen sollicitaties aan te leggen en ze in aanmerking te nemen voor het verlenen van betrekkingen die de kenmerken vertonen van de gesolliciteerde betrekkingen. Hiermee worden aan het inzenden van sollicitaties rechtsgevolgen verbonden. Volgens de nieuwe artikelen 4 van de besluiten van de Regent van 30 april 1947 en 10 april 1948, gewijzigd bij de artikelen 2 en 5 van het ontwerp L.12.015, moeten de benoemingen als tijdelijk ambtenaar of als tijdelijk werkman in sommige gevallen worden verleend in de volgorde waarin de sollicitaties zijn ingekomen. Terwille van de rechtszekerheid en om de gegadigden een nog vollediger waarborg voor gelijke behandeling van hun aanvragen te bieden, zou moeten worden voorgeschreven dat de sollicitaties bij ter post aangetekende brief dienen te worden ingezonden. In plaats van met de volgorde waarin de sollicitaties zijn ingekomen zou dan - en dit lijkt toch wel probater - kunnen worden gewerkt met de volgorde waarin de sollicitaties zijn verzonden.

B. De bepalingen van het tweede en het derde lid van het artikel hebben betrekking op de openbare oproep tot gegadigden : er is een algemene oproep, ten minste eenmaal per jaar, en een specifieke oproep voor een bepaald examen, die door de Vaste Wervingssecretaris vóór dat examen kan worden gedaan. Van het bepaalde in het tweede en het derde lid zou duidelijkheidshalve een apart artikel moeten worden gemaakt.

.../...

Artikel 5 van het ontwerp.

Het nieuwe artikel 23 van het statuut.

De Franse tekst van het huidig artikel 23, eerste lid, bepaalt : "... chaque participant qui en fait la demande écrite, reçoit communication des résultats qu'il a obtenus". De nieuwe tekst zegt dat, zoals de Nederlandse, in het enkelvoud : "il reçoit communication de son résultat" ("van zijn uitslag"). Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Minister wil hiermee niets worden veranderd : de Regering wenst het huidige systeem - waarin de verschillende behaalde waardecijfers worden meegedeeld - niet wijzigen. Een stuk met opgave van diezelfde cijfers wordt bij het beoordelingsdossier gevoegd ter voldoening aan het voorschrift van artikel 23, tweede lid. Bijgevolg schrijve men in het eerste lid en ook in het tweede liefst "uitslagen"; in het Frans is toevoeging van het adjectief "détaillés" niet verantwoord.

.../...

Artikel 6 van het ontwerp.

Het nieuwe artikel 26 van het statuut.

Luidens het nieuwe artikel 26 van het statuut, gewijzigd door artikel 6, "zijn de wervingstechnieken :

1° het vergelijkend wervingsexamen;

2° het gewoon wervingsexamen;

3° de werving op basis van een kaartstelsel".

Het aanleggen van een kaartstelsel is eenvoudig een materieel middel om de lijst van de sollicitaties op te maken en bij te houden. Uit het hoofdstuk III van het ontwerp L. 12.014 blijkt duidelijk dat het kaartstelsel dient voor het organiseren van de wervingsexamens : werving is immers in alle gevallen afhankelijk van het slagen voor een examen, dat in de regel een vergelijkend examen, bij uitzondering een gewoon examen zal zijn. Met de aanleg van een kaartstelsel komt dus geen bijzondere wervingstechniek overeen. De uitleg van de gemachtigde van de Regering bevestigt dat. Als wervingstechniek moeten dus alleen het vergelijkend examen en het gewoon examen worden vermeld.

*

Gelet op al wat hiervoren is opgemerkt, geeft de Raad van State voor het artikel dat het hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 door nieuwe bepalingen vervangt, de volgende lezing in overweging.

.../...

"Artikel 7.-

In titel I "Wervingstechnieken" van deel III "Werving" van hetzelfde besluit wordt het hoofdstuk II "Vergelijkende wervingsexamens" door de volgende bepalingen vervangen :

Hoofdstuk II. WERVINGSEXAMENS .

Artikel 20.- De wervingsexamens zijn vergelijkende examens of gewone examens. De technieken tot aanpassing van die examens worden door ons bepaald.

Artikel 21.- Wervingsexamens worden georganiseerd voor benoeming in de graden van de rangen 10, 20, 30, 42, 41 en 40.

Graden van andere rangen waarvoor wegens de aard van het uit te oefenen ambt ofwel het bezit van bijzondere diploma's of studiegetuigschriften ofwel een bijzondere door een examen te toetsen bekwaamheid is vereist kunnen in een ministerie eveneens bij wege van een vergelijkend wervingsexamen of een gewoon wervingsexamen worden verleend. Een verordening door de bevoegde minister uitgevaardigd in overeenstemming met de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort bepaalt de graden die aldus bij werving worden verleend.

Artikel 22.- Wervingsexamens worden georganiseerd hetzij voor het verlenen van een vooraf bepaald aantal betrekkingen of de toelating van een vooraf bepaald aantal stagiairs, hetzij voor het aanleggen van een wervingsreserve.

.../...

Artikel 23.- De wervingsexamens worden georganiseerd door de Vaste Wervingssecretaris. Voor ieder examen kiest deze uit de door ons bepaalde technieken voor de aanpassing van die examens de techniek welke hij het meest dienstig acht.

De Vaste Wervingssecretaris kan evenwel, met de instemming van de betrokken minister, de organisatie van de examens geheel of gedeeltelijk opdragen aan de Secretaris-Generaal, aan het hoofd van het bestuur waaronder de dienst waarvoor moet worden geworven ressorteert of aan het hoofd van het bestuur onder wiens rechtstreeks gezag de betrokken dienst is geplaatst.

Artikel 24.- Al wie een betrekking in een Rijksbestuur wenst te solliciteren kan zijn sollicitatie te allen tijde bij ter post aangetekende brief inzenden bij de Vaste Wervingssecretaris.

Artikel 25.- Tenminste eenmaal per jaar doet de Vaste Wervingssecretaris een algemene openbare oproep tot gegadigden bij wege van een in het Belgisch Staatsblad te plaatsen bericht en, wanneer hij dat wenselijk acht, door enig ander middel van bekendmaking dat hij passend vindt.

Hij kan eveneens voor ieder wervingsexamen een openbare oproep tot gegadigden doen in de in het eerste lid bepaalde vorm.

Artikel 26.- Van ieder wervingsexamen wordt een proces-verbaal opgemaakt. Iedere deelnemer die er schriftelijk om verzoekt, krijgt mededeling van zijn uitslagen.

.../...

De door een gegadigde behaalde uitslagen worden vermeld in het beoordelingsdossier wanneer die gegadigde tot Rijksambtenaar is benoemd".

HOOFDSTUK III VAN HET ONTWERP. "Wijziging van hoofdstuk III van titel I van Deel III - Werving".

De artikelen 7 en 8 van het ontwerp.

I. Artikel 7 en artikel 8 van het ontwerp wijzigen onderscheidenlijk artikel 28, eerste lid, en artikel 33, § 1, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 om de tekst van die nieuwe bepalingen aan te passen aan de nieuwe chronologische volgorde van de verrichtingen : overeenkomstig de nieuwe bepalingen van het koninklijk besluit van 1 december 1964 (1), gewijzigd door het ontwerp L. 12.016, heeft het geneeskundig onderzoek eerst plaats na de indiensttreding, behalve wanneer het gaat over een gegadigde die in aanmerking komt voor het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 ter bevordering van de tewerkstelling van minder-validen in de Rijksbesturen (nieuw artikel 1) of wanneer het graden betreft waarvoor een ministerieel besluit bijzondere eisen inzake lichamelijke geschiktheid heeft gesteld onder bepaling dat het medisch onderzoek altijd aan de indiensttreding vooraf moet gaan (het nieuwe artikel 4).

.../...

(1) Koninklijk besluit van 1 december 1964 betreffende de controle van de lichamelijke geschiktheid vereist van gegadigden voor bepaalde overheidsbetrekkingen.

De door de artikelen 7 en 8 van het ontwerp gewijzigde bepalingen van het statuut van 2 oktober 1937 regelen overigens soortgelijke, ja zelfs identieke aangelegenheden als behandeld zijn in artikel 15 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en de examens en in de artikelen 16 tot 18 van datzelfde besluit, gewijzigd door de artikelen 12 tot 14 van het ontwerp L. 12.014.

De hier besproken artikelen brengen dus, overeenkomstig de voorafgaande opmerking B, het probleem aan de orde van de correcte verdeling van de wijzigingsbepalingen over, eensdeels, de ontwerpen L. 12.014 en L. 12.016 en, anderdeels, het onderhavige ontwerp, waarin al de nieuwe fundamentele regels moeten staan.

II. Om dubbelzinnigheid uit de weg te gaan, ware het eveneens gewenst te zorgen voor woordelijke overeenstemming tussen de artikelen 28 en 33 van het statuut en artikel 11 van het koninklijk besluit van 7 maart 1974 (1), luidens hetwelk "de personeelsleden van de besturen en andere diensten van de ministeries slechts mogen worden aangeworven uit de gegadigden die door de Vaste Wervingssecretaris toegelaten zijn verklaard".

.../...

---

(1) Koninklijk besluit van 7 maart 1974 betreffende de werving van personeelsleden in de besturen en andere diensten van de ministeries - Belgisch Staatsblad van 22 maart.

Ter inachtneming van hetgeen hiervoren is opgemerkt kunnen de artikelen 7 en 8 van het ontwerp als volgt worden gelezen :

"Artikel 7 van het ontwerp (artikel 8 van de voorgestelde tekst).

Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"§ 1.- De Vaste Wervingssecretaris maakt overeenkomstig de door Ons vastgestelde bepalingen de lijst op van diegenen die voor de examens zijn geslaagd.

§ 2.- De Vaste Wervingssecretaris gaat volgens de door Ons vastgestelde bepalingen na of de geslaagden die direct batig gerangschikt zijn of naderhand batig gerangschikt komen te staan aan de toelaatbaarheidsvereisten voldoen.

Behoudens in de door Ons bepaalde gevallen kunnen de geslaagden tot benoeming toegelaten worden voordat hun lichamelijke geschiktheid is gecontroleerd; zij worden nadien echter ambtshalve ontslagen als zij aan dat vereiste niet voldoen.

§ 3.- De geslaagden die direct batig gerangschikt zijn of nadien batig gerangschikt komen te staan en die bovendien toelaatbaar zijn overeenkomstig het bepaalde in § 2 worden door de Vaste Wervingssecretaris toegelaten verklaard.

Zij worden door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort tot stagiair benoemd.

§ 4.- Voor niveau 1 duurt de stage één jaar".

.../...

Artikel 8 van het ontwerp (artikel 9 van de voorgestelde tekst).

Artikel 33, § 1, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1.- Het bepaalde in artikel 28, § 1, § 2 en § 3, eerste lid, is van toepassing op de geslaagden van de examens georganiseerd voor werving in de niveaus 2, 3 en 4.

Nadat de geslaagden die direct bàtig gerangschikt zijn of naderhand bàtig gerangschikt komen te staan door de Vaste Wervingssecretaris toegelaten zijn verklaard worden zij door de tot benoemen bevoegde overheid tot stagiair benoemd. Zij worden in die hoedanigheid in dienst geroepen en aangewezen voor een vacante vaste betrekking".

Artikel 9 van het ontwerp.

Bij dat artikel, dat in de voorgestelde tekst artikel 10 moet worden, zijn geen opmerkingen te maken.

HOOFDSTUK IV VAN HET ONTWERP. "Wijziging van titel II van Deel III - Werving".

Artikel 10 van het ontwerp (artikel 11 van de voorgestelde tekst).

Artikel 10 van het ontwerp brengt een nieuwe tekst voor de artikelen 41 en 42 van het statuut. Behoudens enkele lichte wijzigingen zegt die tekst hetzelfde als in de thans vigerende bepalingen staat. Hij verandert echter de volgorde

.../...

van die bepalingen. Het leek de Regering immers rationeler op de bepalingen betreffende de status van de Vaste Wervingssecretaris (artikel 40) direct de bepalingen betreffende de status van de adjunct-secretarissen (het nieuwe artikel 41) te laten aansluiten en eerst dan de bepalingen over de bevoegdheid van de Vaste Wervingssecretaris en de adjunct-secretarissen aan te geven (het nieuwe artikel 42).

Voor de meeste bepalingen ligt het dus niet in de bedoeling van de Regering nieuwe regels vast te stellen maar de reeds bestaande regels een andere volgorde te geven. De Raad van State onthoudt zich dan ook van opmerkingen over de teksten zelf. Deze zijn misschien wel niet perfect geformuleerd maar ze herhalen nu eenmaal woordelijk de thans geldende teksten waarvan de strekking verduidelijkt is door de praktische toepassing die ze reeds hebben gekregen.

Ter vereenvoudiging stelt de Raad van State evenwel voor, het begrip "tijdelijk secretaris", waarmee in artikel 41, § 2, nieuw, wordt gewerkt, achterwege te laten : de specifieke opdracht van de "tijdelijke secretaris" bestaat er in krachtens een door de Vaste Wervingssecretaris verleende delegatie de commissie voor een wervings- of een bevorderingsexamen voor alle verrichtingen of een deel daarvan voor te zitten; nu is het zo dat het nieuwe artikel 8 van het koninklijk besluit van 17 september 1969, gewijzigd bij artikel 4 van het ontwerp L. 12.014, de Vaste Wervingssecretaris machtigt zijn bevoegdheid om de examencommissies voor te zitten te delegeren aan een ambtenaar die kan behoren tot het Vast Wervingssecretariaat of tot de betrokken overheidsdienst, of nog aan een ander lid van de examencommissie. Het begrip "tijdelijk secretaris" lijkt dan ook overbodig en blijft best achterwege; men schrappe daartoe artikel 41, § 2, van het statuut, gewijzigd bij artikel 10 van het ontwerp.

.../...

Voorts zou ter wille van een correcte verdeling van de wijzigingsbepalingen over het onderhavige ontwerp en het ontwerp L. 12.014, overeenkomstig de voorafgaande opmerking B, in artikel 42, § 2, nieuw, van het statuut, gewijzigd bij artikel 10 van het ontwerp, de bepaling moeten worden opgenomen die onderwerp is van artikel 8, tweede lid, van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en de examens, gewijzigd bij artikel 4 van het ontwerp L. 12.014.

Om met die opmerkingen rekening te houden stelle men het nieuwe artikel 42, § 2, van het statuut als volgt :

"§ 2.- Hij is belast met het voorzitterschap van de examencommissie voor ieder examen dat wordt georganiseerd voor werving of bevordering.

Hij kan die bevoegdheid evenwel, voor al de verrichtingen van een bepaald examen of voor een deel daarvan, opdragen aan een adjunct-secretaris, aan een ambtenaar van het Vast Wervingssecretariaat of van de betrokken overheidsdienst alsook aan een lid van de examencommissie".

BIJKOMEND HOOFDSTUK VOORGESTELD DOOR DE RAAD VAN STATE :
"HOOFDSTUK V. WIJZIGING VAN DEEL IX LOOPBAAN VAN HET RIJKSPERSONEEL".

Om de redenen die uiteengezet zijn in de opmerking A in verband met het nieuwe artikel 21 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, gewijzigd bij artikel 4 van het ontwerp, dient in het ontwerp een artikel te worden ingevoegd om dat besluit van 2 oktober 1937 aan te vullen met bepalingen die de Vaste Wervingssecretaris de bevoegdheid verlenen om de examens voor verhoging in graad en de vergelijkende

.../...

examens voor overgang naar het hogere niveau te organiseren. Dat artikel zou artikel 70bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 kunnen worden, met de volgende lezing :

"Artikel 12.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 70bis ingevoegd als volgt :

"Artikel 70bis.-

De Vaste Wervingssecretaris organiseert de examens voor verhoging in graad en de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau.

Hij kan de organisatie van die examens echter, met de instemming van de betrokken minister, geheel of gedeeltelijk opdragen aan het hoofd van het bestuur waaronder de dienst waar de bevordering plaats moet hebben ressorteert of aan het hoofd van het bestuur onder wiens rechtstreeks gezag de betrokken dienst is geplaatst".

HOOFDSTUK V VAN HET ONTWERP. "Wijziging van Deel X - Tuchtregeling" (Hoofdstuk VI volgens de voorgestelde tekst).

Artikel 11 van het ontwerp.

Bij dit artikel, dat artikel 13 van de voorgestelde tekst moet worden, zijn geen opmerkingen te maken.

HOOFDSTUK VI VAN HET ONTWERP. "Overgangs- en slotbepalingen" (Hoofdstuk VIIvolgens de voorgestelde tekst).

Eigenlijke overgangsbepalingen staan in dat hoofdstuk niet. Met het opschrift "Slotbepalingen" kan dus worden volstaan.

.../...

Artikel 12 van het ontwerp.

Zoals hierboven is opgemerkt ware het logischer en duidelijker van het bepaalde in artikel 12 het eerste artikel van het ontwerp te maken.

Artikel 13 van het ontwerp.

In de tekst die de Raad van State hierboven heeft voorgesteld voor het artikel dat het hele hoofdstuk II van titel I van Deel III van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 zou vervangen, staan alle in artikel 13 van het ontwerp voorkomende opheffings- en wijzigingsbepalingen, behalve de bepaling die een deel van de bijlage I uitdrukkelijk opheft.

Het artikel kan dan ook als volgt worden gelezen :

"Artikel 14.-

In de bijlage I van hetzelfde besluit, die betrekking heeft op de voor toelating tot de Rijksbesturen in aanmerking te nemen diploma's of studiegetuigschriften, wordt het tweede lid van de bepaling betreffende het niveau 4 opgeheven".

Artikel 14 van het ontwerp (dat artikel 15 van de voorgestelde tekst wordt).

Artikel 14 bepaalt "Dit besluit treedt op ... in werking". Aan het ontwerp-besluit mag uiteraard geen terugwerking worden gegeven.

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. G. VAN BUNNEN.